



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Corse

Question au Gouvernement n° 2750

Texte de la question

VIOLENCE EN CORSE

M. le président. La parole est à M. Paul Giacobbi, pour le groupe socialiste.

M. Paul Giacobbi. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur. Je me réjouis d'ailleurs de sa présence, car il se fait rare et je craignais que, à force de se prendre pour le Roi Soleil (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), il ne soit plus ici qu'un ministre à éclipses.

Plus de vingt attentats en une seule nuit ; 100 kilos d'explosifs à la gendarmerie de Corte l'autre matin, pas une nuit sans attentat en Corse : la criminalité organisée n'y a jamais été aussi dominatrice. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Monsieur le ministre, alors que vous dites rester au Gouvernement pour garantir la sécurité des Français, vous laissez, par vos erreurs et par vos fautes, la Corse livrée à la violence.

Aux antipodes de la tolérance zéro, chère à un ancien maire de New York dont vous prétendiez d'ailleurs vous inspirer, vous laissez la majorité des faits sans traitement judiciaire. Tire-t-on des coups de feu à deux heures du matin sur la façade du conseil général de Haute-Corse ? Simple plaisanterie, me dit-on, puisqu'il s'agit d'armes de petit calibre. Fait-on sauter, à Venaco, la porte et les fenêtres d'une maison qui m'est chère, au risque de tuer, à quelques mètres et à quelques secondes près, deux enfants ? Après un simulacre d'enquête, on abandonne le dossier au bout de quelques mois. Je pourrais, si j'en avais le temps, multiplier les exemples. Dans le même esprit de démission, vous avez décapité les services de sécurité en septembre 2005, supprimant le poste de préfet de police, jusque-là détenu par des policiers de tout premier ordre, en vous fondant sur " l'excellente situation de la sécurité en Corse ".

M. Jean-Michel Ferrand. Si M. Giacobbi ne pose pas sa question, je peux le faire pour lui !

M. Paul Giacobbi. Pire encore, vous manifestez depuis deux ans un étrange laxisme à l'égard de la criminalité organisée dans l'île.

Il y a deux ans, ici même, j'ai interrogé le Gouvernement sur le comportement scandaleux de certains parquets de cour d'assises qui se gardaient bien de contraindre des témoins à accomplir leur devoir. Aujourd'hui, dans une économie dominée par l'argent sale, on constate l'absence totale de poursuites fiscales ou judiciaires appropriées, et l'on a même vu des parquets plaider l'acquittement, à la stupéfaction générale.

M. le président. Monsieur Giacobbi, il faudrait que vous posiez votre question.

M. Paul Giacobbi. Quand on touche à la grande criminalité, vous inversez l'adage. Désormais, il faudrait dire : " *De maximis non curat praetor* ". (*Exclamations prolongées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Posez votre question, monsieur Giacobbi.

M. Paul Giacobbi. Après ces erreurs, après ces fautes, face à ce fiasco... (*Vives exclamations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Je comprends que cela vous embête, mes chers collègues. Monsieur le ministre, aurez-vous le temps, entre tournées électorales et coups tordus, entre présidence de l'UMP et présidence du conseil général des Hauts-de-Seine, de quitter un court instant le rêve éveillé de la France d'après pour vous occuper de la sécurité de la Corse d'aujourd'hui, qui est aussi un peu celle de la France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les*

bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

M. Nicolas Sarkozy, *ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire*. Monsieur le président Giacobbi, la Corse mérite mieux que des polémiques (" Oh ! " *sur les bancs du groupe socialiste*) et vous comprendrez que je ne veuille pas vous répondre sur le ton que vous avez employé. J'ai d'ailleurs eu plaisir à travailler avec vous, tout au long de ces années, quand vous étiez calme et constructif.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) Je regrette que ce ne soit pas le cas aujourd'hui. Ce n'est sans doute que l'une de ces colères qui ne trahissent pas une mauvaise nature, mais un simple énervement passager. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)* Je le prends comme tel et n'y attache pas plus d'importance. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

L'important, c'est la situation que nous avons trouvée en Corse en 2002.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et celle d'aujourd'hui ?

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Vous et vos amis du Gouvernement, avec une détermination digne d'éloge, vous cherchiez alors l'assassin présumé du préfet Érignac quelque part en Amérique du Sud, alors qu'il résidait à 30 kilomètres d'Ajaccio. C'était certainement une erreur de boussole. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Mme Martine David. C'est minable ! C'est tout petit !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. La Corse elle-même, fière, honnête et victime des attentats, portait comme une tache la cavale de M. Colonna. La Corse elle-même avait honte pour l'État français qu'on n'ait pas arrêté l'assassin présumé du préfet Érignac. *(Exclamations prolongées sur les bancs du groupe socialiste.)* Cette arrestation a eu lieu, et, d'ailleurs, monsieur le président Giacobbi, avec beaucoup d'honnêteté, vous m'en aviez félicité.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et depuis quatre ans ?

M. le président. Je vous en prie, écoutez M. Sarkozy !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Mais il y a mieux. M. Giacobbi préside le conseil général de Haute-Corse et connaît donc bien ce département.

M. Christian Bataille. Vous n'avez rien fait !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Il se souvient que, en 2002, un homme peu recommandable, M. Pieri, y tenait le haut du pavé. Je l'avais désigné comme le Al Capone corse au petit pied. Aujourd'hui, M. Pieri est en prison, parce que les services de police l'ont mis à la disposition de la justice. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Dernier point : vous qui êtes féru d'histoire, monsieur le président Giacobbi, pourquoi remontez-vous au Roi Soleil ? Vous pourriez vous contenter d'évoquer une époque plus récente. Entre 1997 et 2001, 926 attentats ont été perpétrés en Corse. En 2004 et en 2005, le nombre d'attentats que nous avons connus, le ministre de l'intérieur de l'époque, M. de Villepin, ou moi, avait diminué d'un tiers.

Monsieur Giacobbi, construisons ensemble la Corse de demain, loin des polémiques et du bilan désastreux que vous et vos amis avez affiché. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Paul Giacobbi](#)

Circonscription : Haute-Corse (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2750

Rubrique : Collectivités territoriales

Ministère interrogé : intérieur et aménagement du territoire

Ministère attributaire : intérieur et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 mai 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 mai 2006